Chronologie succincte

Brief Chronology

Beknopte chronologie

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/988>

DOI : 10.4000/temoigner.988

ISSN : 2506-6390

Éditeur :

Éditions du Centre d'études et de documentation Mémoire d'Auschwitz, Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2014

Pagination : 143-144

ISBN : 978-2-84174-674-3

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

« Chronologie succincte », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [En ligne], 118 | 2014, mis en ligne le 01 octobre 2015, consulté le 23 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/988> ;

DOI : <https://doi.org/10.4000/temoigner.988>

Chronologie succincte

ARGENTINE

24 mars 1976 : coup d’État militaire. Quatre juntas vont se succéder pendant sept ans. Les trois forces armées sont représentées.

30 avril 1977 : Création de l’Association des Mères de la Place de Mai.

22 octobre 1977 : Création de l’Association des Grands-mères de la Place de Mai.

Avril-juin 1982 : Guerre des Malouines entre l’Argentine et la Grande Bretagne. Défaite de l’Argentine.

10 décembre 1983 : Raúl Alfonsín, membre de l’*Unión Cívica Radical*, devient le premier président de la République après la dictature.

Septembre 1984 : remise du rapport de la Commission Nationale sur la Disparition de Personnes (CONADEP) au président de la République.

Avril à décembre 1985 : procès aux anciens commandants en chef des trois premières juntas des juntas au pouvoir.

Décembre 1986 : vote de la loi dite de « Point Final ».

Juillet 1989 : Carlos Menem, du Parti Justicialiste, devient président de la République.

Décembre 1990 : grâces présidentielles des commandants condamnés lors du procès de 1985 et de centaines de militaires jugés, mais acquittés.

Avril 1995 : création de l’organisation H.I.J.O.S (*Hijos por la verdad y la justicia contra el olvido y el silencio*).

Déclarations du commandant en chef des armées Martin Balza reconnaissant les responsabilités des forces armées dans la répression dictatoriale.

Mai 1995 : Réélection de Carlos Menem à la présidence.

Mars 1998 : dérogation des lois de Point Final et d’Obéissance due, mais sans effet rétroactif.

Juin et novembre 1998 : Jorge Rafael Videla, premier président de facto de la dictature, et Emilio Eduardo Massera, membre de la première junta, sont arrêtés pour des cas d’enlèvements d’enfants pendant la dictature.

25 mai 2003 : Néstor Kirchner, membre du *Partido Justicialista*, devient président de la République.

Août 2003 : le parlement national argentin déclare la nullité des lois de Point Final et d’Obéissance due.

Septembre 2003 : la Chambre fédérale de Buenos Aires ordonne la réouverture de deux grandes causes judiciaires (École de Mécanique de la Marine et Premier corps de l’Armée) pour violations des droits de l’homme.

24 mars 2004 : « Récupération » de l’ancien centre clandestin de détention de l’École de Mécanique de la Marine et création par la suite de l’Espace pour la mémoire et les droits de l’homme. De nombreux centres clandestins de détention à travers tout le pays deviennent des musées ou des espaces mémoriels.

Juin 2005 : la Cour Suprême déclare l’inconstitutionnalité des lois de Point Final et d’Obéissance

due. Cette décision relance les procédures judiciaires à l’encontre de personnes ayant participé à la répression dictatoriale. Les procès se multiplient dans tout le pays.

CHILI

4 septembre 1970 : Salvador Allende, candidat de l’Union Populaire devient président de la République.

11 septembre 1973 : coup d’État militaire. Constitution d’une junta militaire de gouvernement avec le général Augusto Pinochet à la tête du pouvoir.

4 janvier 1978 : plébiscite de soutien à la Junta suite aux condamnations de l’ONU du Chili pour violations des droits de l’homme.

19 avril 1978 : vote du décret-loi n°2191, dit « loi d’amnistie ».

22 août 1983 : formation de l’Alliance Démocratique qui réunit pour la première fois le Parti Socialiste et le Parti Démocrate Chrétien.

5 octobre 1988 : plébiscite, victoire du « Non ».

14 décembre 1989 : élections présidentielles, victoire de la Concertation. Patricio Aylwin, démocrate-chrétien, devient président de la République.

25 avril 1990 : création de la Commission nationale de vérité et réconciliation, aussi connue sous le nom de Commission Rettig.

5 mars 1991 : publication du rapport de la Commission Vérité et Réconciliation.

11 décembre 1993 : Eduardo Frei-Tagle, candidat démocrate-chrétien de la Concertation, devient président de la République.

30 mai 1995 : condamnation du général Contreras (ancien chef de la police secrète pendant le régime dictatorial DINa) pour l'assassinat du ministre de l'Union Populaire Orlando Letelier en 1976 à Washington.

10 mars 1998 : le général Pinochet prend sa retraite des forces armées. Le 11 mars Augusto Pinochet devient sénateur à vie.

18 octobre 1998 : arrestation du général Pinochet à Londres suite à la demande du juge espagnol Baltasar Garzón.

16 janvier 2000 : Ricardo Lagos, candidat socialiste de la Concertation, devient président de la République.

3 mars 2000 : retour du général Pinochet au Chili.

1^{er} décembre 2000 et 29 janvier 2001 : inculpations du général Pinochet par le juge chilien Juan Guzmán.

9 juillet 2001 : abandon des accusations contre le général Pinochet pour raisons de santé.

2005 : Pinochet est arrêté pour évasion fiscale et falsification de biens publics.

11 mars 2006 : Michelle Bachelet, candidate socialiste de la Concertation, devient présidente de la République.

Janvier 2010 : Inauguration du Musée de la Mémoire

11 mars 2010 : Sebastián Piñera devient le premier président de la République de la droite chilienne depuis la fin de la dictature.

11 mars 2014 : Michelle Bachelet est à nouveau élue Présidente de la République, mais cette fois pour un nouveau parti dans lequel se trouvent des membres de l'ex-Concertation et d'autres partis de la gauche chilienne.

URUGUAY

Novembre 1971 : Juan María Bordaberry, candidat du Parti Colorado, devient président de la République.

Début de l'année 1972 : l'organisation armée *Movimiento de Liberación Nacional-Tupamaro* est en grande partie neutralisée par les forces armées et de sécurité.

27 juin 1973 : coup d'État de la junte militaire initiant la dictature civilo-militaire. Juan María Bordaberry est toujours président de la République.

12 juin 1976 : Alberto Demicheli devient président de facto de la République par intérim.

1^{er} septembre 1976 : Aparicio Méndez devient président de facto de la République.

30 novembre 1980 : Plébiscite. Victoire du « Non » début de la transition vers un régime démocratique, mais toujours sous le régime dictatorial.

1^{er} septembre 1981 : le général Gregorio Álvarez devient président de la République pour les trois années de transition.

1984 : élections gagnées par le Parti *Colorado*.

1^{er} mars 1985 : Julio María Sanguinetti, membre du Parti *Colorado*, devient président de la République.

1986 : vote de la loi 18.548 de la « Caducité de la Prétention Punitiva

de l'État », communément connue comme « loi d'impunité » ou « loi de caducité ».

Novembre 1989 : Luis Alberto Lacalle, membre du Parti National, devient Président de la République. La même année est publiée par une association de défense des droits de l'homme, *Servicio paz y Justicia*, un rapport sur la répression dictatoriale *Uruguay-Nunca Más*.

9 août 2000 : création de la Commission pour la Paix.

31 octobre 2004 : Tabaré Vázquez devient Président de la République. Il est le premier président qui ne provient pas des deux grands partis, *Colorado* et national. Il appartient à un parti de gauche, *Encuentro Progresista-Frente Amplio-Nueva Mayoría*.

2007 : procès des anciens présidents de facto Bordaberry et Gregorio Alvarez, ainsi que d'autres militaires accusés de violations des droits de l'homme. Inauguration du Musée de la Mémoire (MUME) à Montevideo.

1^{er} mars 2010 : José Mujica, membre du *Frente Amplio*, devient président de la République. Il a été membre de l'organisation armée MLN-Tupamaros.